



APPEL de l'Assemblée Générale CGT FiP 92

Nous, agents des Finances Publiques des Hauts-de-Seine réunis en assemblée générale de la section syndicale CGT des Hauts-de-Seine, le 17 octobre 2024, nous en appelons à nos collègues des Hauts-de-Seine.

Le gouvernement Macron-Barnier pousse jusqu'au bout sa politique en faveur des grandes entreprises et de régressions tous azimuts pour les travailleurs. Il vient d'annoncer un plan d'austérité sans précédents. Il prévoit des coupes de 60 milliards de dépenses publiques : suppressions de 550 emplois et licenciement des contractuels, indexation sur les prix décalée de 6 mois pour les retraités, relance du projet de loi « *pour l'efficacité de la fonction publique* » dit projet « Guérini », dont un aspect est la réforme de la rémunération des fonctionnaires, suppression de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat), non remplacement des agents qui partent en retraite, jour de carence en plus, etc. Comment se peut-il qu'il y ait de telles coupes budgétaires dans une situation marquée par une dégradation de tous les services publics où les collègues n'en peuvent plus ? Notre syndicat se prononce pour le retrait du plan d'austérité et affirme à l'inverse qu'il faut répondre aux revendications précises des services. Par exemple aux Bouvets, lors de notre tournée de service, nous avons relevé qu'il faut : des stores qui fonctionnent, des poubelles, des séparations phoniques, l'abandon du flex-office, et partout, le retour aux 13 dossiers pour les vérificateurs.

C'est revendiquer pour ne pas accepter d'être submergé par le travail, ne pas avoir des conditions de travail qui se dégradent et ne pas voir sa rémunération baisser, c'est revendiquer contre toutes les conséquences de la remise en cause du statut. On travail de plus en plus dans l'urgence, les réorganisation se succèdent à elle-même sans fin. Pour quoi ?

C'est pourquoi, pendant cette assemblée générale nous avons commencé de dresser le cahier des revendications :

Dans les SIE, la délocalisation des Avisir sur Vendôme est faites sans former correctement les collègues sur place et sont mal outillé. Les conséquences se font sentir d'ores et déjà sur l'activité dans le 92 : pour la CFE les dossiers reviennent mal codifié ce qui génère un travail complémentaire de mise à jour. Au SIE d'Issy, nous revendiquons le recrutement de 6 agents pour travailler dans de bonnes conditions. Au SIE de Boulogne, c'est 2,5 agents qu'il faudrait.

Dans les SIP, nous revendiquons le droit aux horaires variables pour les agents qui effectuent les missions de MRU.

Alors oui en faisant l'unité sur les revendications on peut faire reculer la direction comme à Montrouge où nous avons maintenu l'unité sur la revendication « que la cheffe de service « toxique » ne revienne pas ». Nous proposons de porter ses revendications, avec les agents, partout où cela se décide : à la direction, devant le ministre comme le 3 octobre, lors de son passage aux Bouvets, etc.

Faisons dans chaque service le détail des besoins mission par mission. Et Nous demanderons audience à la direction afin d'obtenir des réponses précises à nos revendications.

Nous mandats le secrétaire de section afin qu'il contacte les autres organisations syndicales du département pour construire l'unité sur la base du cahier revendicatif des agents des Hauts-de-Seine.